

# Blocage des salaires, réductions budgétaires...



## ÇA SUFFIT !!!



**E**n octobre 2016, le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) 2017 avait été présenté par la ministre de la Santé et des Affaires sociales qui en avait profité pour annoncer, avec une satisfaction proche de l'euphorie, un retour à l'équilibre des comptes à environ 400 millions d'euros. Les chiffres du PLFSS 2018 seront connus dans quelques jours.

Les médias ont usé d'un plan de communication hors norme pour marteler que « le trou de la Sécu » serait quasi résorbé, en oubliant de préciser que ce serait au prix d'une austérité accrue. Pour l'assurance maladie, le gouvernement prévoit 4,1 Milliards d'euros « d'économies » supplémentaires :

- ➔ **2,6 milliards sur les soins de ville,**
- ➔ **1,3 milliard pour les établissements sanitaires publics et privés,**
- ➔ **200 millions pour le secteur médico-social.**

Nous réaffirmons donc que la Sécu, c'est l'affaire de

toutes et tous. Elle contribue largement au financement de nos établissements publics ou privés, non lucratifs comme lucratifs, du sanitaire, du médico-social et du social. Son budget fixé par le projet de loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) détermine les conditions de prise en charge des usagers et les conditions de travail des salarié-e-s.

Ainsi, nos salaires sont gelés depuis des années, le besoin de révision des classifications est bloqué au nom des restrictions budgétaires et autres plans de retour à l'équilibre. Dans certaines conventions collectives de nos secteurs, le pouvoir d'achat a été diminué de quasi 26% en 20 ans (chiffre DARES). Avec la refonte des métiers et la volonté affichée du patronat de dénoncer les conventions collectives (CCNT 51, 66, Croix-Rouge Française...), nous voyons bien se dessiner l'objectif à atteindre, qui est de réduire le « coût du travail en tirant toujours plus les salaires vers le bas et en ne permettant plus des conditions de prise en charge de qualité..

**Les salarié-e-s de la Santé Privée et de l'Action Sociale exigent que leurs salaires soient revalorisés !**  
Nous qui, tous les jours dans nos services, nos établissements, nos cliniques, nos EHPAD, IME, MAS... faisons tout notre possible pour prendre soin des patient-e-s / des résident-e-s malgré la dégradation des conditions de travail, exigeons un plan d'urgence pour notre secteur et revendiquons :

- ➔ **Une revalorisation des salaires à la hauteur de nos besoins.**
- ➔ **Des grilles de salaires valorisant nos professions.**
- ➔ **L'amélioration de nos conventions collectives.**
- ➔ **La mise en place d'un grand service public de santé et d'action sociale.**

- ➔ **Une Convention Collective Unique et Etendue (CCUE) de haut niveau répondant aux besoins de salarié-e-s et reconnaissant la pénibilité de nos métiers.**
- ➔ **Des politiques publiques sanitaires et sociales à hauteur des besoins de la population.**



**L'UFAS et l'UFSP CGT appellent à une mobilisation d'ampleur et à la grève LE MARDI 10 OCTOBRE 2017 avec nos camarades des 3 versants de la Fonction publique pour en finir avec les politiques d'austérité. PUBLIC/PRIVÉ ENSEMBLE, CONVAINCU-E-S QUE NOTRE UNITÉ EST NOTRE FORCE !**

### BULLETIN DE CONTACT ET DE SYNDICALISATION

*Je souhaite prendre contact et/ou adhérer à la CGT.*

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code Postal : ..... Ville : .....  
E-mail : .....

